

Impacts socioéconomiques et sanitaires du phénomène « Chaka » dans la Chefferie des Mokambu, de 2017 à 2023

François Uvon Jakisa,

Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique de MAHAGI (ISP/MAHAGI) en Ituri/RDC

Résumé

Cette étude porte sur le phénomène « CHAKA » dans la Chefferie des MOKAMBU en Territoire de MAHAGI, Province de l'Ituri en République Démocratique du Congo. « CHAKA » est un nom donné localement aux différents sites d'hébergement des personnes fuyant les exactions des groupes armés, notamment la milice CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo) en provenance du Territoire voisin de DJUGU. A la suite des interviews, lecture des ouvrages et exploitations de différents rapports des sites d'hébergement et d'assistances humanitaires, les résultats dégagent les impacts positifs et négatifs de ce phénomène sur les plans socioculturel, économique et sanitaire. Ce qui constitue actuellement un véritable défi pour le développement de la Chefferie des MOKAMBU, étant donné que ces personnes déplacées ne parviennent pas à regagner leurs milieux d'origine pour pratiquer les activités ordinaires, aussi longtemps qu'y perdure l'insécurité.

Mot clés : *Impact socioéconomique, phénomène « CHAKA », Chefferie des MOKAMBU.*

Date of Submission: 02-02-2025

Date of Acceptance: 12-02-2025

I. Introduction

La Chefferie des MOKAMBU est située au Sud-Est du Territoire de MAHAGI, elle partage ses limites à l'Ouest et au Sud avec le Territoire de DJUGU, à l'Est avec le Lac Albert et au Nord avec la Chefferie des ANG'AL, dans la Province de l'Ituri. Elle vit depuis décembre 2017, un phénomène nouveau appelé « CHAKA ». Ce phénomène consiste à regrouper un nombre très important de personnes déplacées, fouillant principalement les conflits armés de la milice CODECO¹ basé dans le Territoire de DJUGU et occupant certaines localités frontalières de la Chefferie des MOKAMBU. Les Groupements les plus touchés sont notamment ARE, MUSONGWA et MUSWA dans la rive ouest de la rivière KAKOY. Un grand nombre des déplacés se retrouve aux Groupements MUSWA, APALA et ABIA. Tandis que d'autres camps d'hébergement se situent à JUPANYARABI (Groupement APALA), au chef-lieu même de APALA, à GOT KWAR et à JUPOKO au Groupement ABIA ; d'autres camps au Groupement LABU/RAMOGI et à UNDILA et THER ULANG'U au Groupement AWASI.

De ce fait, la Chefferie des MOKAMBU en elle seule, compte à ce jour plus de quinze sites d'hébergement des personnes déplacées à cause des conflits armés. Ces sites sont très peuplés et l'on constate qu'aussitôt hébergées, ces personnes déplacées changent leur mode de vie, c'est-à-dire elles vivent désormais sous des tentes leur érigées par certains Organisations non gouvernementales à caractère humanitaire. Ces dernières à leur tour semblent limitées dans leur prise en charge, malgré leur nombre un peu élevé dans la région par rapport à d'autres coins du Territoire de MAHAGI. On compte actuellement près de 24 ONG et Organismes internationaux actifs dans le Territoire de MAHAGI et la plupart d'entre eux ont comme champ d'action la Chefferie des MOKAMBU².

¹Comme le renseigne l'article de CHOBER AGENONG'A, « La CODECO, au cœur de l'insécurité en Ituri », Les rapports du GRIP 2021/3, disponible sur <https://grip.org/rdc-la-codeco-au-coeur-des-dynamiques-securitaires-en-ituri>, consulté le 10 août 2021 ; dans la Province de l'Ituri des conflits à connotation communautaire visant initialement la communauté hema et attribués à une nébuleuse de combattants lendu qui étaient qualifiés d'abord d'« assaillants», ils se revendiqueront ensuite comme les membres de groupes armés affiliés à la Coopérative pour le Développement Économique au Congo (CODECO).

²République Démocratique du Congo, Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS), *Formation des membres du sous-groupe de travail protection de l'enfant (Sous-groupe de travail Djugu et Mahagi) sur les violations des droits de l'enfant en période de conflits armés et MRM par le PDDRC-S, Mahagi, 17 octobre 2024.*

Outre ces observations, il est constaté également de la part de ces personnes déplacées une certaine déviation sociale et économique. Le constat majeur nous fait émettre les hypothèses selon lesquelles, les conséquences du phénomène « CHAKA » seraient d'ordre socioculturel, économique et sanitaire.

Sur le plan socioculturel, ce phénomène provoquerait le mariage précoce, les grossesses non désirées, la prostitution, le divorce des couples, abandon des cultes religieux, le vol et le développement de la mendicité.

Sur le plan économique, il s'observerait la hausse des prix des biens de première nécessité, la baisse de la quantité de production agricole et la paresse face aux travaux d'autofinancement dans les ménages.

À ce qui est de la santé, nous pensons que la présence de « CHAKA » causerait la propagation des infections sexuellement transmissibles, les maladies diarrhéiques, etc.

Par rapport aux domaines d'intervention des humanitaires, nous estimons que les assistances aux déplacés de guerres sont plus orientées dans les domaines de la santé, de l'économie et du social.

Cependant, les objectifs ci-après ont été assignés à travers cette recherche :

- ✓ Dégager les conséquences du phénomène « CHAKA » en Chefferie des MOKAMBO, sur le plan économique et social ;
- ✓ Identifier les principaux Organismes humanitaires ayant intervenu en Chefferie des MOKAMBO à cette occasion ;
- ✓ Présenter les impressions de la population locale au sujet dudit phénomène.

La présente étude couvre la Chefferie des MOKAMBO comme cadre géographique. Dans le temps, elle s'étend de 2017 à 2023. L'année 2017, terminus « a quo » correspond au début de la deuxième phase d'atrocités, après celles de 1999-2003. Des troubles ayant causé le déplacement massif de la population en Ituri. Et l'année 2023, terminus « ad quem » marque la fin de notre investigation sur le terrain de recherche.

II. Méthodes

La Méthode utilisée est celle d'enquête : usage des techniques d'observation directe, l'entretien semi-directif et la technique documentaire. Ce qui signifie qu'en étant sur terrain de la recherche, nous avons récolté les données à partir des entretiens avec les personnes déplacées et certaines familles d'accueil issues d'une population cible constituée des personnes déplacées à cause de conflits armés. Ce qui nous pousse à préciser que les approches quantitative et qualitative ont été plus privilégiées dans cette étude.

Ainsi, sur au moins quinze sites d'hébergement des personnes déplacées vivant dans le « CHAKA » nous avons pris un échantillon occasionnel de 6 sites en raison de 20 personnes par site. Ce qui fait un effectif de 80 personnes déplacées, auxquelles s'ajoutent 20 autres personnes tirées au hasard au sein des familles d'accueils. Voici la liste des sites retenus dans notre échantillonnage

Tableau N° 1. Les sites ciblés pour l'enquête

N°	NOMS DU (CHAKA)	GOUPEMENTS D'IMPLANTATION
01	GENGERE III	DJUPUNYANGU
02	RANGU	ABIA
03	AWASI I	AWASI
04	DABU	RUVINGA
05	JUPAJALWINY	APALA
06	RAMOGI	LABU/RAMOGI

Source : Nos enquêtes sur terrain

Chaque site d'hébergement se trouve dans son Groupement respectif. Voici comment se présentent les données par rapport au sexe :

Tableau N° 2. Répartition de la population par sexe

N°	SEXE	FRÉQUENCE	%
01	M	43	43%
02	F	57	57%
TOTAL		100	100

Source : Nos enquêtes sur terrain

Ce tableau révèle que 57% de la population enquêtée sont des femmes et 43% sont des hommes.

Tableau N° 3. Répartition de la population par âge

N°	TRANCHE D'ÂGE	FRÉQUENCE	%
01	21 - 30	20	20
02	31 - 40	27	27
03	41 - 50	23	23
04	51 - 60	12	12
05	61 - 70	12	12
06	71 - 80 (ou plus)	6	6
TOTAL		100	100

Source : Notre enquête sur terrain

L'analyse faite sur ce tableau démontre que 20% des enquêtés ont l'âge qui varie entre 21 et 30 ans ; tandis que 27% des enquêtés sont des personnes dont l'âge varie entre 31 et 40 ans, suivi de ceux dont l'âge varie de 41 à 50 ans, exprimé en 23%. La quatrième tranche de l'échantillon est constituée des personnes âgées de 51 à 60 ans. L'âge de 61 à 70 ans (12%) et 71 à plus de 80 ans au bas de l'échelle, représente les personnes de troisième âge, pour 6% d'enquêtés.

Notre observation particulière montre que les personnes se trouvant dans les « CHAKA » dans la Chefferie des MOKAMBU sont pour la plupart des jeunes dont l'âge varie entre 21 et 30 ans, 31 et 40 ans, enfin 41 et 50 ans. Les proportions élevées se situant autour 20, 23 et 27 confirment cette réalité.

III. Résultats

Tableau N°4. Conséquences du phénomène « CHAKA » en Chefferie des MOKAMBU.

N°	CONSÉQUENCE	FRÉQUENCE	%
01	Socio - culturelle	59	59
02	Économique	26	26
03	Sanitaire	15	15
TOTAL		100	100

Source : Données issues du dépouillement

D'après ce tableau, l'enquête sur terrain a révélé à 59% que les conséquences socioculturelles sont à constater dans le phénomène « CHAKA » dans la Chefferie des MOKAMBU contre 26% des personnes qui affirment les conséquences économiques et 15% autres parlent des conséquences sur le plan sanitaire. Les explications sont les suivantes :

Sur le plan socioculturel, il est constaté à travers les sites des déplacés, les mariages précoces des jeunes en âge scolaire, les grossesses non désirées, la prostitution, le divorce des couples, le vol simple, le développement de la mendicité, abandon des cultes religieux pour raison d'attente des humanitaires dans le site. En cas de deuil par exemple, le corps du défunt se trouve souvent abandonné aux seuls membres propres de la famille, pour cause de rencontrer les humanitaires et tirer profit de leur assistance. Dans le même ordre, il se note un abandon croissant des classes par certains enfants en âge scolaire.

Sur le plan économique, il y a lieu de citer la hausse du prix des biens de première nécessité, la baisse de taux des productions agricoles, la paresse aux travaux d'autofinancement occasionnée par l'attentisme.

Au point positif, il faut signaler que les sites des déplacés ont favorisé la création des petits marchés à travers les villages où se trouvent implanté le « CHAKA ».

Quant à ce qui est de la santé, la présence nombreuse des sites à travers les villages a accentué les infections sexuellement transmissibles et a dans un autre cas, favorisé la multiplication des installations hygiéniques dans les différents villages proches des sites des personnes déplacées, le forage des sources d'eaux potables, œuvre des organisations humanitaires. Nous pouvons citer à titre illustratif quelques Organismes humanitaires œuvrant dans la région dans le tableau ci-après.

Tableau N° 5. Principaux Organismes humanitaires et leurs domaines d'interventions

N° ORGANISMES	DOMAINES D'INTERVENTIONS
01 O.I.M	Gestion des sites, vaccination contre covid 19
02 M. S.F-S	Soin de santé des enfants, Wash, nutrition, protection de la population
03 P.A.M	Sécurité alimentaire ou distribution des vivres
04 TROCAIRE	Distribution de l'argent
05 MERCY CORPS	Distribution de l'argent
06 DRC	Éducation des enfants, Wash, protection de la population
07 COOPI	Promotion de l'agriculture à travers la foire
08 SAMARITANS PURSE	Promotion de l'agriculture (distribution des outils aratoires semences, ...)
09 PAF – AFRICA	Distribution des vivres
10 AIDE /OIM	Construction des abris, distribution des non vivres, gestion des cites
11 SOLIDARITÉ	Distribution de cash, Wash
12 INTERSOS	Distribution de cash, pris en charge des malnutritions

13	NRC	Médiation humanitaire, pacification sous divers projets
14	OXFAM	Wash, sécurité alimentaire, plaidoirie.
15	PREMIÈRE URGENE INTERNATIONALE	Appui à l'amélioration de l'offre de soin de santé primaire, nutritionnelle, ...

Source : Notre enquête sur le terrain

L'observation faite sur terrain montre que plus de quinze Organisations humanitaires sont passées dans la zone de santé d'ANGUMU, en Chefferie des MOKAMBU dans le cadre d'assistance aux personnes déplacées des guerres entre la période allant de 2017 à 2023. Le tableau ci – haut a présenté les principaux Organismes avec les différents domaines de leurs interventions. La plupart des Organismes ont intervenu dans le domaine de la santé : Wash, malnutrition, soins des santés primaire, distribution des vivres et non vivres. Peu d'entre eux ont intervenu dans les domaines de l'éducation, sécurité du site, protection de la population, plaidoirie, médiation et pacification de la région en problème.

Notons que la distribution des vivres, non vivres et surtout d'argent se fait selon le système de taille de ménage, c'est-à-dire, selon le nombre de la population par ménage. Un ménage composé d'un nombre important d'enfants touche proportionnellement un montant élevé.

Tableau N°6. Des impressions de la population par rapport aux sites des déplacés

N°	IMPRESSIONS	FREQUENCE	%
01	Positive	32	32
02	Négative	68	68
03	Neutre	0	0
TOTAL		100	100

Source : Données issues du dépouillement

S'agissant des impressions de la communauté face au phénomène « **CHAKA** » en Chefferie des MOKAMBU, 68% de la population émettent des opinions négatives, c'est-à-dire, elles souhaitent la suppression des sites d'hébergement au regard des différents dangers auxquels ils exposent la communauté. 32% de la population gardent une bonne impression par le fait qu'avec ces sites, tant soit peu, elles touchent des sommes d'argent que beaucoup d'entre elles n'avaient pas encore touchées avant l'installation des sites d'hébergement. Aucune personne enquêtée (0%) n'a une position neutre.

IV. Discussion des résultats

Il sied de rappeler que le phénomène « **CHAKA** » en Chefferie des MOKAMBU est devenu une monnaie courante. Tout le monde préfère y avoir un abri, quel que soit son rang social et les conditions de vie du site. Ce qui constitue actuellement un véritable danger pour la population de ladite Chefferie, malgré les assistances et appuis des différents Organismes humanitaires présents dans la région.

Ces dangers sont observés notamment dans les domaines socioculturel, économique et sanitaire. En considérant ces dangers sur le plan socio-culturel, « la plupart des jeunes filles et garçons et même certaines femmes mariées passent beaucoup de leur temps en dehors du ménage. Elles vont pour rester au site d'hébergement en train de chercher de l'argent pour subvenir à leurs besoins de survie. Un acte qui a exposé la vie de nombreuses jeunes filles et femmes à la prostitution, surtout que les interventions des Organismes humanitaires n'arrivent pas tout le mois. Cette assistance en termes d'argent varie entre 55\$ à 110\$ selon la taille du ménage »³.

Pour d'autres personnes, l'appui des humanitaires aux personnes déplacées, ainsi que leurs familles d'accueils a favorisé la mendicité et l'abandon des cultes religieux, car à tout le temps, les déplacés préfèrent rester aux camps, au bord des routes en train d'attendre l'arrivée des humanitaires qu'ils ont surnommés « **BLANCS** ». A chaque véhicule qui passe, ils ont toujours un regard tourné et fixé, une attention soutenue, car les humanitaires ne préviennent pas à quelle heure et quel jour ils viendront enregistrer les déplacés afin qu'ils bénéficient des assistances⁴.

Il ressort également du constat que la plupart des personnes déplacées ainsi que leurs familles d'accueils ont oublié l'agriculture et autres travaux d'autofinancement. Ces activités sont négligées par ces dernières, ce qui favorisent la baisse du taux de production agricole et la hausse du prix des produits vivriers jusqu'aux différents marchés locaux⁵.

Enfin, la prostitution des jeunes filles et femmes déplacées n'ayant que le site d'hébergement pour famille et milieux environnementaux, expose ces régions de MOKAMBU à un taux élevé d'infections

³ Interview accordée à Monsieur UKUMU UMBASA Samuel au site de GENGERE III, le 20 juillet 2021.

⁴ Interview accordée à Madame AKELO PACUTHO au site d'ABIA, le 16 juillet 2021.

⁵ Interview accordée à Monsieur ABOOK UVON Monjo au site d'AWASI, le 10 septembre 2021.

sexuellement transmissibles, le mariage précoce, les grossesses indésirées tel que constaté chez la plupart d'entre elles après le dépistage par certains des Organismes humanitaires intervenant dans le domaine sanitaire⁶.

V. Conclusion

Cette étude nous a permis de découvrir l'ampleur du phénomène « CHAKA » ayant gagné le terrain en Chefferie des MOKAMBU. L'enquête a révélé que la vie des personnes déplacées dans les sites d'hébergement présente à la fois des impacts positifs et négatifs.

Au sujet des impacts positifs, l'enquête précise qu'avec la présence des sites d'hébergement, les différents milieux sont dotés des sources d'eaux potables, des installations sanitaires (latrines), la réhabilitation de certaines écoles, les centres de santé et leurs équipements.

Comme impacts négatifs, cette étude a montré beaucoup de choses qui vont dans le sens des antivaleurs et des risques sanitaires graves : la délinquance juvénile, les infections sexuellement transmissibles, l'abandon des cultes religieux, la mendicité, etc.

Ainsi, notre proposition va tout droitement au Gouvernement de la République Démocratique du Congo, d'étudier les mécanismes de la pacification de la Province de l'Ituri et de l'Est en général, les Territoires de DJUGU et de MAHAGI en particulier pour que les personnes déplacées regroupées dans les sites d'hébergement regagnent chacune son milieu d'origine et vivre sa vie ordinaire.

Références de lecture et informations

- [1] ANGIYA UCOPI KETHA, *Attaques armées de la Chefferie des MOKAMBU de 1999 à 2019*, Inédit, TFC, UNIC/MAHAGI, 2020.
- [2] République Démocratique du Congo, Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS), *Formation des Membres du Sous-Groupe de Travail Protection de l'enfant (Sous-Groupe de Travail DJUGU et MAHAGI) Sur les violations des Droits de l'enfant en période de conflit armé et MRM* par le PDDRC-S, MAHAGI, 17 Octobre 2024.
- [3] Registres des personnes déplacées de Chaque Site d'hébergement visité.
- [4] CHOBER AGENONG'A, « La CODECO, au cœur de l'insécurité en Ituri », Les Rapports du GRIP 2021/3, Disponible sur <https://grip.org/rdc-la-codeco-au-coeur-des-dynamiques-securitaires-en-Ituri>, consulté le 10 Août 2021.
- [5] UNYON VAKPA KATUMBA ORUMA, *Le conflit armé en Ituri. La problématique de sa prévention et de sa gestion*, L'Harmattan, Paris, 2009.

Sources Orales

N°	NOM & POSTNOM	SEXE	ÂGES	PROFESSIONS	LIEUX ET DATES
01	ABOOK UVON Monjo	M	60	Enseignant	AWASI, le10/09/2021
02	AKELO PACUTHO	F	51	Agricultrice	ABIA, le 16/07/2021
03	BEDIJO MASSA	M	44	Agriculteur	RAMOGI, le 07/09/2021
04	UKUMU UMBASA	M	50	personne déplacée	GENGERE, le 20/07/2021
05	BEDI NYANGI	M	48	Agriculteur	JUPAJALWINY, le07/09.2021
06	RUBANGA	M	67	Pasteur	JUPAJALWINY, le 04/09.2021

⁶ Interview accordée à Monsieur BEDIJO MASSA, au site de RAMOGI, le 07 septembre 2021.